

Repenser le développement de la Guinée : Programme Simandou, de l'opportunité à la malédiction minière

Introduction

La Guinée, pays d'Afrique de l'Ouest, est paradoxalement riche en ressources naturelles et pauvre en développement humain. En dépit de ses atouts, de la richesse du sol et du sous-sol y compris son potentiel du capital humain, la Guinée fait face à des inégalités persistantes et à des défis de développement inclusif et résilient à tous les niveaux. Avec une population de 13, 261 638 d'habitants (INS 2022) et un PIB de 23 Mds USD en 2023 selon le FMI, la Guinée se situe au bas du classement IDH, occupant le 181ème rang sur 193 pays en 2022. Selon les données nationales, un peu moins de la moitié des Guinéens (43%) vivent en dessous du seuil national de pauvreté qui est estimé à 16 423 GNF/personne/jour (1,6 EUR) en 2020. Par ailleurs, l'économie reste encore en grande partie informelle, avec une part estimée à 57,5% du PIB en 2021 et 96% des emplois en 2019. En outre, l'espérance de vie à la naissance se situe à 59,5 ans en 2023. Ce paradoxe est incarné par le projet Simandou, le plus grand gisement de fer non exploité au monde. Présenté comme une chance historique pour transformer l'économie guinéenne, Simandou est devenu au fil des années un symbole de promesses non tenues, de conflits d'intérêts et de gouvernance défailante.

En tant que Guinéen et originaire de la région forestière qui abrite Simandou, je me dois de participer au débat sur le développement de mon pays et en particulier sur Simandou. **Repenser le développement de la Guinée** est devenu une nécessité stratégique, politique et sociale pour plusieurs raisons :

1. Échec des modèles de développement antérieurs: les 67 dernières années de la Guinée depuis son indépendance, ont été marquée par des modèles de développement centralisés, où les décisions et les ressources étaient concentrées au sommet de l'État. Cette approche a marginalisé les collectivités locales, empêchant l'émergence de politiques adaptées aux réalités de chaque région. En conséquence, les initiatives de développement ont souvent manqué d'efficacité et de durabilité, car elles ne répondaient pas aux besoins spécifiques des populations.

Malgré plusieurs décennies de planification, la pauvreté reste largement répandue, et l'accès aux services vitaux comme la santé, l'éducation ou l'eau potable demeure limité. L'économie guinéenne souffre également d'une faible industrialisation, ce qui freine la création d'emplois et la transformation locale des ressources. Cette situation contribue à maintenir une forte dépendance vis-à-vis des importations et des aides extérieures.

Enfin, la Guinée continue de dépendre de l'exportation brute de ses matières premières, comme la bauxite et l'or, sans réelle valorisation locale. Cette dépendance rend l'économie vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux et limite les retombées économiques pour la population. Ces constats montrent que les anciens modèles de développement ont échoué à impulser une croissance inclusive et durable, soulignant la nécessité d'un changement de cap vers des approches plus décentralisées et participatives. Les anciens modèles de développement n'ont pas non plus répondu aux besoins fondamentaux des populations.

2. Abondance de ressources non valorisées et mal gérées : Le pays possède d'immenses richesses minières, hydrauliques et agricoles (ex. : bauxite, or, diamant, fer,

fleuves, terres arables etc). Pourtant, la transformation locale est quasi inexistante, l'économie est peu diversifiée, et la création d'emplois reste marginale. Il faut un nouveau cadre qui transforme ces ressources en leviers de développement inclusif et résilient.

3. Attentes citoyennes non satisfaites : Les jeunes, les femmes et les populations rurales exigent aujourd'hui plus d'opportunités, de justice sociale, de transparence et de participation. Repenser le développement, c'est aussi répondre à cette demande sociale grandissante de mieux-être et de dignité. En général, la situation de l'emploi et de l'économie en Guinée, particulièrement pour les jeunes et les femmes, est préoccupante. Selon la Banque Mondiale en 2024, le taux de chômage total des jeunes de la population active âgée de 15 à 24 ans) est 7% et selon l'INS, en 2022, 3,232 demandes d'emplois ont été enregistrées à l'AGUIPE.

En chiffre absolu, près de 60% des jeunes (6/10) sont au chômage. Ce chômage élevé contribue à des inégalités croissantes et à des tensions sociales, surtout dans les zones urbaines et rurales. Seuls 13% des jeunes de 15 à 24 ans bénéficient de formations professionnelles formelles, ce qui limite leurs perspectives d'avenir.

Le désespoir face à l'absence d'opportunités pousse certains jeunes à s'engager dans des activités criminelles, aggravant ainsi l'insécurité et entravant les efforts de cohésion sociale. Plusieurs facteurs, tels que l'interruption scolaire et l'accès limité aux financements, l'absence des programmes rigoureux générateurs d'opportunités expliquent cette situation.

Les jeunes femmes sont particulièrement touchées, avec un taux de chômage presque deux fois plus élevé que celui des hommes en milieu urbain. De plus, une majorité d'entre elles occupe des emplois précaires ; 85% sont dans des conditions de travail défavorables. Environ 42% des femmes et 31% des hommes sont rémunérés en dessous du salaire minimum interprofessionnel garanti, soulignant les disparités salariales et la nécessité d'améliorer les programmes de formation pour mieux répondre aux besoins du marché du travail.

3. Les défis et Menaces posés par la jeunesse guinéenne

Chômage élevé : Le taux de chômage parmi les jeunes est alarmant. L'absence d'opportunités d'emploi peut entraîner un sentiment de désespoir et de frustration, poussant certains à adopter des comportements à risque ou à s'engager dans des activités illégales et criminelles.

Migration irrégulière : Face à des perspectives d'avenir limitées, de nombreux jeunes choisissent d'émigrer, souvent par des voies dangereuses. Cela peut entraîner une perte de talents et de compétences, ainsi qu'une vulnérabilité accrue aux abus et à l'exploitation humaine. Selon les données de Frontex citées (2017), le nombre de Guinéens entrés « irrégulièrement » en Europe est passé de 47 en 2009 à 14 708 en 2016. En 2021, les ressortissants guinéens comptaient parmi les premiers demandeurs d'asile en Europe (cinquième en France et 15ème dans toute l'Europe). En 2024, selon l'OIM, 117 000 migrants guinéens ont été enregistrés, ce qui représente une perte énorme des bras valides et des cerveaux de notre nation.

Radicalisation et violences : Le chômage et l'exclusion sociale peuvent rendre certains jeunes vulnérables à la radicalisation. Des groupes extrémistes peuvent exploiter ce désespoir pour recruter des jeunes, menaçant ainsi la stabilité sociale et politique du pays.

Inégalités sociales : Les disparités entre les zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre les différentes classes sociales, peuvent exacerber les tensions. Les jeunes issus de milieux défavorisés peuvent se sentir marginalisés, ce qui peut conduire à des conflits sociaux.

Manque d'engagement civique et politique : Bien que la jeunesse puisse être un moteur de changement, un manque d'inclusion dans les processus décisionnels peut entraîner un désenchantement et une apathie politique, limitant ainsi leur capacité à influencer positivement le développement du pays.

Accès limité à l'éducation de qualité : Bien que des progrès aient été réalisés, l'accès à une éducation de qualité reste inégal, surtout dans les zones rurales avec des disparités géographiques frappantes en termes d'infrastructures, d'enseignants, de matériels pédagogiques/didactique etc. Les curricula de formation doivent être adaptés aux besoins de formation des jeunes et du marché de l'emploi et la Guinée doit inventer son génie créateur en matière d'éducation pour inverser la tendance actuelle.

4. Enjeux géopolitiques et environnementaux : Dans un monde en transition (climat, technologie, gouvernance), la Guinée doit revoir sa vision de développement pour s'adapter aux défis globaux : résilience climatique, durabilité, inclusion numérique, sécurité alimentaire, etc.

Au regard de ce qui précède, je plaide pour qu'enfin, la Guinée devienne un pays normal engagé résolument sur la voie du développement. C'est pourquoi, il me paraît impératif de repenser le développement de la Guinée, c'est-à-dire de passer de modèle extractif et centralisé actuels à un modèle décentralisé, équitable et fondé sur l'humain, un enjeu national et international.

Repenser le développement de la Guinée exige donc une réorientation stratégique et programmatique basées sur la régionalisation et la décentralisation de nos territoires et cela avec comme porte d'entrée Simandou : faire de Simandou non pas une rente captée par une élite, mais un levier de transformation inclusive, durable et souveraine.

Mais quels sont les atouts et les malédictions de Simandou

I. Parlons de nos atouts :

1. Simandou : d'abord une opportunité nationale et régionale

Le projet Simandou, situé dans la région forestière (Beyla et Macenta), représente un potentiel de développement sans précédent pour la Guinée et l'Afrique de l'Ouest. C'est une richesse minière exceptionnelle. Avec plus de 2,8 milliards de tonnes de fer de haute teneur (65 %), Simandou est un gisement stratégique à l'échelle mondiale. Son exploitation pourrait générer des revenus annuels de 1,5 à 2 milliards de dollars, soit plus de 20 % du PIB actuel de la Guinée.

2. Simandou pourrait être un générateur d'infrastructures structurantes

Le projet prévoit la construction d'un chemin de fer de 650 km reliant les mines au futur port en eau profonde de Moribayah. En 2025, plus de 100 km de rails ont déjà été posés, 5 ponts terminés et un tunnel de 926 mètres percé. Ces infrastructures pourraient

désenclaver des zones rurales, stimuler l'agriculture, le commerce et renforcer l'intégration régionale.

3. Un effet potentiellement multiplicateur sur l'emploi, mais déjà mal entamé

Le projet Simandou et d'autres projets d'envergure en Guinée, notamment dans le secteur minier, sont porteurs de promesses en matière de création d'emplois. Des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects sont attendus. Par exemple en 2025, plus de 70 % de la main-d'œuvre employée à Simandou est guinéenne. Toutefois, cette main-d'œuvre reste majoritairement peu qualifiée, faiblement rémunérée et peu compétitive sur le marché national et international.

Un déséquilibre frappant persiste entre les salaires des travailleurs locaux et ceux des expatriés. Le revenu mensuel d'un seul expatrié peut équivaloir à celui de cent Guinéens, illustrant une inégalité criante dans la répartition des bénéfices issus de ces projets.

Par ailleurs, la Guinée **ne dispose pas d'une politique nationale claire et efficace de transfert de compétences**. Que ce soit dans le cadre du projet Simandou ou d'autres initiatives, les expatriés occupent durablement les postes clés, sans réelle stratégie de formation ou de remplacement progressif par des compétences locales. Cette situation contribue à une fuite continue des ressources financières vers l'extérieur, au détriment du développement durable du capital humain guinéen.

4. Une opportunité de leadership régional

Le projet minier Simandou, avec ses vastes réserves de fer, offre à la Guinée une occasion unique de devenir un modèle de gouvernance minière en Afrique. En adoptant une gestion transparente, équitable et respectueuse des normes environnementales et sociales, le pays pourrait démontrer qu'il est possible de valoriser ses ressources naturelles tout en assurant un développement durable et inclusif.

Au-delà de l'économie, Simandou peut renforcer la position diplomatique de la Guinée **sur la scène régionale et internationale. En maîtrisant la chaîne de valeur minière et en développant des partenariats stratégiques, la Guinée pourrait accroître son influence au sein des institutions régionales** comme la CEDEAO, tout en attirant des investissements structurants pour son économie.

Enfin, le projet peut devenir un catalyseur d'intégration régionale et de montée en compétences. Le développement d'infrastructures transfrontalières et la mise en place de politiques de transfert de savoir-faire permettraient à la Guinée de devenir un pôle de formation et d'expertise minière en Afrique de l'Ouest, consolidant ainsi son rôle de leader régional.

II. Simandou : du rêve au cauchemar – une malédiction minière en gestation

Malgré son immense potentiel, le projet Simandou est en train de se transformer en un symbole de désillusion. Ce qui devait être un moteur de développement pour la Guinée devient progressivement un terrain d'opportunisme, de conflits d'intérêts, de pertes colossales de revenus et de marginalisation des populations locales. Ce scénario rappelle

tristement celui de plusieurs pays riches en ressources naturelles, mais appauvris par une mauvaise gouvernance. La malédiction en gestation s'explique par plusieurs faits :

1. Captation par les élites et intérêts étrangers

Comme en République Démocratique du Congo, où les richesses minières ont été accaparées par des multinationales et des élites locales au détriment du peuple, la Guinée voit son projet Simandou dominé par des groupes étrangers (**Rio Tinto, Vale, Winning Consortium**) à travers des contrats opaques, souvent négociés sans appel d'offres depuis des années. Les populations guinéennes et surtout locales, elles, ne voient que peu de retombées concrètes, tandis que les profits sont rapatriés à l'étranger. Ce déséquilibre alimente un sentiment croissant de dépossession qui échappe à nos autorités à tous les niveaux.

2. Instabilité juridique et gouvernance fluctuante

À l'image du Nigeria, où l'exploitation pétrolière a été marquée par des scandales, des conflits et une instabilité réglementaire, la Guinée peine à instaurer un cadre juridique stable autour de Simandou y compris le secteur minier en général. Les suspensions de contrats, les scandales de corruption (comme **l'affaire Beny Steinmetz**), et les changements fréquents de partenaires minent la crédibilité du projet. Cette instabilité décourage les investisseurs sérieux et compromet toute planification à long terme. Depuis des décennies, Rio Tinto et ses partenaires font de Simandou, **une jachère et sa chasse gardée mondiale protégée par les intérêts des occidentaux au détriment des intérêts nationaux** y compris le rôle des puissances étrangères manipulatrices des différents régimes qui ont eu la chance de diriger le destin commun du pays. Malgré le courage des autorités actuelles, Simandou reste un projet sensible aux enjeux géostratégiques majeurs dont il convient de surveiller en permanence.

3. Faible impact local et tensions sociales croissantes

Comme au Ghana, où les communautés minières restent pauvres malgré les revenus générés par l'or, les populations vivant autour de Simandou dénoncent déjà l'absence de consultation, les déplacements forcés, la destruction de terres agricoles et la pollution. Les promesses d'emplois et d'infrastructures tardent à se concrétiser, alimentant frustration et méfiance. Sans mécanismes de redistribution équitable, la mine de Simandou deviendra une source de tensions sociales majeures plutôt qu'un levier de développement. D'où pour les autorités guinéennes de créer des sphères inclusives de dialogue constant avec les différentes parties prenantes pour contrecarrer toutes velléités de détournement des objectifs du projet en matière de contenu local.

4. Risques d'instrumentalisation et manipulation de la politique de développement de la Guinée par le projet Simandou

Le projet Simandou, censé être un levier stratégique pour le développement de la Guinée, est progressivement devenu un instrument de manipulation par les actionnaires et les puissances étrangères, détournant les priorités nationales au profit d'intérêts privés et de calculs géopolitiques. Le projet Simandou, initialement présenté comme un levier stratégique pour le développement économique et social de la Guinée, tend à être détourné de sa vocation première. Au lieu de servir l'intérêt général, il est de plus en plus utilisé comme un outil de coercition et de communication politique, au service d'agendas géopolitiques. Cette instrumentalisation fragilise la cohérence des politiques publiques et détourne l'attention des véritables priorités nationales.

Un exemple révélateur de cette dérive est l'intégration opportuniste du projet Simandou dans des épreuves d'examens nationaux, comme s'il s'agissait d'un programme scolaire officiel. Cette surmédiation, déconnectée des réalités éducatives et économiques, illustre une forme de persuasion qui banalise les enjeux réels du développement. Elle reflète **un opportunisme au pied du mur de l'exemple** qui, au lieu de mobiliser les talents guinéens et les citoyens autour d'un projet structurant, contribue à la confusion et à la perte de confiance dans les institutions.

Pour que Simandou devienne un véritable moteur de transformation, il est impératif de le sortir des logiques de récupération géostratégiques dont les actionnaires s'en félicitent. **Il doit être géré avec rigueur, transparence et dans l'intérêt exclusif du peuple guinéen.** Cela suppose une gouvernance indépendante, des mécanismes de contrôle citoyen, et une communication responsable, centrée sur les résultats concrets et non sur les effets d'annonce.

5. Un projet qui redéfinit l'agenda d'intérêts économiques et diplomatiques

Le projet Simandou dépasse largement le cadre d'un simple chantier minier : il redéfinit en profondeur les équilibres économiques et diplomatiques de la Guinée. En attirant l'attention de puissances étrangères, d'investisseurs multinationaux et d'acteurs régionaux, Simandou est devenu un enjeu géostratégique majeur, où se croisent intérêts commerciaux, ambitions et rivalités internationales. Ce projet influence désormais les priorités de l'État, oriente les choix budgétaires, et conditionne certaines alliances diplomatiques.

Il agit comme un levier de négociation dans les relations bilatérales, mais aussi comme un facteur de dépendance potentielle si sa gestion n'est pas rigoureusement encadrée. En ce sens, Simandou ne façonne pas seulement **l'économie guinéenne** : il restructure l'agenda national, en plaçant les intérêts extractifs au cœur des décisions politiques, **parfois au détriment des intérêts de la Guinée et d'autres secteurs essentiels comme l'agriculture, l'éducation ou la santé.** Pour éviter que cette redéfinition ne se fasse au détriment du développement équilibré du pays, il est crucial d'inscrire Simandou dans une **vision stratégique nationale de développement**, fondée sur la souveraineté économique, la transparence et la diversification de l'économie nationale.

6. Une dépendance économique à haut risque

La focalisation excessive sur Simandou a conduit à une forme de dépendance économique, où les autres secteurs productifs (agriculture, industrie locale, éducation) sont en risque d'être négligés. Cette concentration des ressources et des efforts sur un seul projet expose le pays à des chocs externes (**fluctuation des prix du fer, litiges internationaux, retrait d'investisseurs**), compromettant la résilience économique de la Guinée.

7. Un outil de négociation géopolitique opaque

Simandou est également devenu un enjeu géopolitique, manipulé dans les relations entre la Guinée et des puissances étrangères. Les concessions minières sont parfois utilisées comme monnaie d'échange dans des accords bilatéraux, sans que les autorités guinéennes aient la main libre. Cette instrumentalisation affaiblit la souveraineté nationale et empêche l'émergence d'une politique minière fondée sur les besoins réels du pays.

III. Quelques pistes de solutions : repenser Simandou : pour une rupture stratégique et un développement durable et résilient

Face aux risques d'une malédiction minière, la Guinée doit opérer une rupture stratégique profonde. **Il ne s'agit pas seulement de corriger les erreurs du passé**, mais de redéfinir le rôle de Simandou dans une vision nationale de développement équitable, souverain et durable.

1. Instaurer une gouvernance transparente et participative

Pour garantir une gestion équitable, responsable et inclusive des ressources naturelles, il est essentiel d'instaurer une gouvernance transparente et participative à tous les niveaux en mettant le focus sur :

a. mise en place d'une Plateforme numérique de transparence minière

- ✓ Publication en ligne de tous les contrats miniers, revenus générés, transferts aux collectivités, et rapports d'impact et adhérer pleinement à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).
- ✓ Interface interactive avec cartes, graphiques et accès simplifié pour les citoyens.

b. Définir des Budgets participatifs locaux

- ✓ Affectation d'une part des revenus miniers à des projets choisis par les citoyens dans les communes minières.
- ✓ Renforcement de la redevabilité locale et de la confiance entre l'État et les communautés.

c. Développer une Application mobile de suivi citoyen

- ✓ Signalement des abus, suivi des projets, et participation aux consultations publiques via une application multilingue.
- ✓ Outil de veille citoyenne accessible même en zones rurales.

d. Mettre en place des Comités multipartites de transparence composés de:

- ✓ Groupes locaux, de représentants de l'État, des collectivités, des entreprises, de la société civile et des communautés.
- ✓ Suivi des engagements contractuels, audits indépendants, et publication de rapports réguliers.

e. Open Data et analyse intelligente

- ✓ Mise à disposition des données minières en format ouvert.
- ✓ Utilisation de l'intelligence artificielle pour détecter les anomalies financières et prévenir la corruption.

f. Installer un mécanisme de Transparence dans l'attribution des contrats locaux et internationaux

- ✓ Publication systématique des appels d'offres et des critères de sélection pour les contrats liés aux projets miniers (construction, transport, services, etc.).
- ✓ Interdiction formelle de l'attribution directe à des proches de ministres ou de hauts fonctionnaires, avec mécanisme de vérification indépendant.
- ✓ Création d'un registre public des bénéficiaires effectifs des entreprises contractantes, pour identifier les conflits d'intérêts. Mise en place d'un **observatoire national citoyen des marchés publics y compris locaux (ONACIM)**, avec droit de regard sur les procédures d'attribution.

2. Assurer une redistribution équitable des revenus

Pour que le projet Simandou bénéficie réellement à l'ensemble de la population guinéenne, y compris les autres projets miniers en Guinée, **il est impératif de mettre en place des mécanismes solides de redistribution des revenus miniers**. Cela implique à la fois des instruments financiers structurants et des politiques économiques inclusives.

Plutôt que de parler simplement de « **fonds souverain** », la Guinée doit innover. D'abord en remplaçant tous les types de fonds actuels existants dans le secteur minier **par la création d'un fond unique** pour une meilleure gouvernance des retombées minières en Guinée appelé : **Fond National pour l'Équité et le Développement Durable (FONEDD)**, avec les caractéristiques suivantes :

Objectifs :

- ✓ Investir dans les générations futures (éducation, santé, infrastructures, transition énergétique)
- ✓ Stabiliser l'économie face aux fluctuations des prix des matières premières
- ✓ Réduire les inégalités régionales par des transferts ciblés vers les zones minières et rurales

Principes de gestion :

- ✓ Indépendance institutionnelle avec un conseil d'administration multipartite (État, société civile, collectivités locales, experts)
- ✓ Transparence totale : publication annuelle des revenus, investissements, et bénéficiaires
- ✓ Audit externe obligatoire par des institutions internationales reconnues.

La **création du Fonds National pour l'Équité et le Développement Durable (FONEDD)**, est une alternative innovante au fonds souverain classique. Ce fonds serait alimenté par les revenus miniers et géré de manière indépendante, avec une gouvernance multipartite incluant **l'État, la société civile, les collectivités locales et des experts**. Il financerait des secteurs clés comme l'éducation, la santé, les infrastructures, l'agriculture et la transition énergétique, tout en assurant la transparence à travers des audits externes et la publication régulière des données financières.

Ce **mécanisme renforcerait la justice territoriale** et l'appropriation locale du développement, tout en réduisant les frustrations liées à l'exploitation des ressources naturelles.

Enfin, pour garantir une redistribution équitable et éviter les dérives observées dans d'autres pays, plusieurs mesures complémentaires sont nécessaires :

- **Adoption d'une loi de répartition des revenus miniers,**
- Mise en place **d'un registre public des bénéficiaires effectifs** des contrats publics, et
- Création d'un **portail numérique de suivi citoyen des projets financés**. Ces outils permettront de lutter contre le favoritisme, notamment dans l'attribution des contrats locaux souvent accordés à des proches de hauts responsables, et d'assurer que les ressources minières servent réellement le développement durable et inclusif de la Guinée.

Le Botswana, grâce à ses revenus diamantifères, a mis en place un fonds de stabilisation et investi massivement dans l'éducation et la santé, ce qui a permis au pays d'éviter la malédiction des ressources.

À l'inverse, la RDC, l'Angola et le Venezuela illustrent les risques d'une mauvaise gestion : leurs fonds ont été détournés ou mal utilisés, aggravant les inégalités et la pauvreté malgré des ressources abondantes.

Pour la Guinée, un Fonds National pour l'Équité et le Développement Durable (FONEDD) dédié au développement inclusif du pays comme à l'éducation, la santé, les routes et la protection sociale permettraient de canaliser les revenus de Simandou vers des priorités de développement humain, tout en assurant une transparence budgétaire.

3. Imposer un contenu local fort et réaliste soumis à l'évaluation annuelle

La redistribution ne passe pas uniquement par l'argent, mais aussi par l'inclusion active des Guinéens dans la chaîne de valeur minière :

Le Ghana, dans le secteur aurifère, a mis en place des obligations de contenu local qui favorisent l'emploi national et la sous-traitance locale. Cela a permis l'émergence de PME locales dans les services miniers.

Le Nigeria, dans le secteur pétrolier, a adopté une loi sur le contenu local qui impose aux compagnies étrangères de former et d'employer des Nigériens, avec des résultats mitigés mais encourageants.

En revanche, dans des pays comme la République Démocratique du Congo, l'absence de contenu local fort a conduit à une domination étrangère du secteur minier, avec peu de retombées pour les populations locales.

La Guinée doit donc imposer des quotas clairs de recrutement local, de sous-traitance nationale, et de **transfert de compétences techniques**. Cela permettra non seulement de créer des emplois durables, mais aussi de renforcer la souveraineté économique du pays.

4. Protéger les droits humains et l'environnement

- Mettre en œuvre des mécanismes de consultation préalable, libre et informée basées sur de des normes (FPIC).

- Intégrer des clauses environnementales strictes dans tous les contrats et garantir des compensations justes pour les populations affectées.

5. Adopter une vision économique intégrée et souveraine

- Utiliser Simandou comme catalyseur de diversification économique : développement de la sidérurgie locale, des services logistiques, de l'agriculture et des PME.

- Promouvoir une industrialisation progressive pour sortir de la dépendance aux matières premières brutes.

6. Décentralisation et autonomisation des collectivités locales

Le nouveau modèle doit reposer sur une décentralisation effective, permettant aux régions et communes de concevoir et mettre en œuvre leurs propres plans de développement. Cela implique de transférer des compétences, des ressources financières et humaines aux collectivités locales, tout en renforçant leur capacité de gestion. Une gouvernance locale participative, impliquant les citoyens, les organisations communautaires et les acteurs économiques, favorisera une meilleure appropriation des projets et une réponse plus adaptée aux besoins spécifiques de chaque territoire.

7. Diversification économique et industrialisation locale

Il est essentiel de sortir de la dépendance aux matières premières en promouvant une industrialisation locale axée sur la transformation des ressources naturelles. Cela peut se faire par le soutien aux PME, la **création de zones économiques spéciales**, et l'investissement dans les infrastructures productives (**énergie, transport, TIC**). En parallèle, le développement de secteurs comme l'agriculture, l'artisanat, le tourisme et les services permettra de diversifier l'économie, créer des emplois durables et renforcer la résilience face aux chocs extérieurs.

8. Accès équitable aux services sociaux de base

Le modèle doit garantir un accès universel et équitable à l'éducation, à la santé, à l'eau potable et à l'assainissement. Cela passe par des investissements ciblés dans les zones défavorisées, la formation du personnel local, et l'utilisation des technologies pour améliorer la qualité et la couverture des services. L'approche doit être inclusive, en tenant compte des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, afin de favoriser le développement humain et la cohésion sociale.

Conclusion : Repenser le développement de la Guinée à travers le pari Simandou

Le projet Simandou représente bien plus qu'un simple gisement de fer : il incarne un tournant historique pour la Guinée. À la croisée des chemins, **le pays doit choisir entre la perpétuation d'un modèle extractif inégalitaire ou l'audace d'un nouveau pacte de développement**, fondé sur la transparence, la justice sociale et la durabilité. Ce choix déterminera si Simandou deviendra un moteur de transformation ou une nouvelle illustration de la malédiction des ressources.

La Guinée dispose aujourd'hui de tous les atouts pour réussir : des ressources naturelles abondantes, une jeunesse dynamique, des partenaires techniques et financiers, et une conscience croissante des enjeux de gouvernance. Mais ces atouts ne suffiront pas sans une volonté politique forte, une gouvernance exemplaire et une implication active des talents guinéens et des citoyens à tous les niveaux. Le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), en charge de la transition, porte une responsabilité historique : faire de Simandou un levier de prospérité partagée.

Repenser le développement de la Guinée, c'est donc rompre avec les logiques de prédation, investir dans le capital humain, renforcer les institutions locales, et bâtir une économie diversifiée et résiliente. C'est aussi faire le pari de la transparence, de la participation citoyenne et de la redistribution équitable des richesses. Simandou peut être le point de départ d'un nouveau modèle guinéen, où les ressources du sous-sol servent enfin à élever le niveau de vie de tous, et non à enrichir quelques-uns.

Contribution citoyenne

Fara Emile Tenguiano

Expert international en résilience, en politiques sociales et économiques
Ancien Directeur des relations communautaires
de la société minière Nordgold Lero